Bahreïn : les protestations oubliées

mardi 20 août 2013, par BARON Léa (Date de rédaction antérieure : 16 août 2013).

Cette semaine encore, la police bahreïnie a maté violemment des manifestants près de la capitale Manama. Un acte de répression de plus contre un mouvement de révolte qui agite le pays depuis deux ans et demi. Réduite par l'Occident et certains médias à une lutte confessionnelle entre le pouvoir sunnite et la population majoritairement chiite, la vague de protestation sociale et politique fortement réprimée ne fléchit pas mais sans faire encore céder le pouvoir.

Dans un village à l'Ouest de Manama, capitale du Bahreïn, les manifestants pour la démocratie ont essuyé des tirs de chevrotine et des jets de bombes lacrymogènes de la police ce mercredi 14 août et ce jeudi 15 août. Derrière la barricade érigée pendant la nuit de mardi à mercredi, 300 opposants scandaient des slogans contre le régime de l'émir sunnite au pouvoir, Hamad bin Issa Al-Khalifa. Selon un groupe d'opposition, 60 manifestations de la sorte ont eu lieu mercredi 14 août dans le pays. Tout un symbole en ce 50e anniversaire de l'indépendance du Bahreïn du tutorat britannique. La police a aussi empêché les manifestants de se rassembler devant l'ambassade américaine fermée par précaution. L'opposition a indiqué que la police avait isolé des villages chiites en coupant les routes avec des blocs de béton et des fils barbelés. L'émir, qui a interdit toute manifestation dans la capitale, a également promu des lois durcissant les sanctions contre les protestataires.

Ce mercredi 14 août, les manifestants répondaient à un appel au rassemblement diffusé sur les réseaux sociaux bahreïnis par le nouveau mouvement de « rébellion » Tamarrod. Inspiré du mouvement égyptien du même nom qui a participé à renverser le président élu Mohamed Morsi, Tamarrod tend à donner un second souffle à la mobilisation bahreïnie qui a débuté le 14 février 2011. Le vent de printemps arabe qui soufflait sur Égypte et la Tunisie touchait également le Bahreïn.

« Contrôle politique, social, … »

Le pays est, dores et déjà, sous le joug très autoritaire de l'émir Hamad bin Issa Al-Khalifa, qui s'est auto-proclamé roi en 2002 et a imposé une nouvelle Constitution. Il douchait ainsi tous les espoirs de la population qui, un an auparavant, avait ratifié à 98% le texte d'une Charte d'action nationale censée établir *« le caractère démocratique du système politique national, la séparation des pouvoirs et la suprématie de la souveraineté populaire »*, écrit Marc Pellas dans son article du *Monde diplomatique* de février 2013 intitulé « Bahreïn, la dictature »excusée « ». Bahreïn fait alors l'objet *« d'un contrôle politique, social, professionnel, médiatique et électronique de plus en plus serré »*, souligne Marc Pellas.

La majorité populaire chiite est depuis discriminée par la minorité sunnite à la tête du pays. Le pouvoir n'hésite pas à user de la force pour dissuader la population de toute revendication : *« Ces 15 ou 20 dernières années, le régime de Bahreïn a naturalisé des dizaines de milliers de mercenaires du Pakistan, de la Syrie, de la Jordanie et du Yémen »*, explique Maryam Al Khawaja, présidente du Bahrain center for human rights et co-directrice du Gulf center for human rights. *« [Le régime] les a fait venir à Bahreïn, leur a donné la citoyenneté bahreïnie et les a employés dans les forces de*

sécurité et l'armée. Ils ont pratiquement créé une armée privée pour se protéger du peuple. Ils utilisent ces forces contre ceux qui manifestent aujourd'hui. »

Depuis 2011, les manifestations sont vues par l'Occident comme des différends religieux entre le pouvoir sunnite et la population majoritairement chiite. *« L'aspect confessionnel est un discours développé, publié et monté par le régime »*, souligne Maryam Al Khawaja. *« Au début, dans les manifestations, c'était : on est tous des Bahreïnis »*, insiste Jean-Marie Fardeau, directeur du bureau français de Human Rights Watch. *« Et ce n'était pas du tout une opposition contre les sunnites qui auraient accaparé le pouvoir. Même si on sait bien que c'est une très petite partie des sunnites qui détienne le pouvoir : la famille royale et tous ceux qui l'entourent. »*

« Menace internationale »

Colporter ces oppositions religieuses permet ainsi au pouvoir d'asseoir son autorité. *« Le régime a commencé en 2011 à rendre les mobilisations très confessionnelles parce qu'il savait qu'ainsi il visait la majorité chiite derrière »*, explique Maryam Al Khawaja. *« Ils peuvent faire passer les protestions pour des manifestations chiites qui seront au niveau international automatiquement liées à l'Iran et au Hezbollah. Et c'est ce qu'ils veulent : faire passer les manifestants pour une menace internationale au lieu de montrer que ce sont des citoyens qui demandent des droits, comme cela arrive dans beaucoup d'autres pays. »*

Les Bahreïnis exigent davantage de démocratie au travers d'une monarchie constitutionnelle. Leurs revendications sont à la fois sociales et politiques : le droit de choisir leur régime, leur gouvernement, la liberté d'expression, le respect des droits de l'Homme et la fin de la famille Al-Khalifa au pouvoir. *« Si le gouvernement représentait le peuple, contrairement à ce qui se passe actuellement »*, explique Maryam Al Khawaja. *« Je pense qu'on ne verrait pas ce qui se passe en ce moment : un grand nombre de violations des droits de l'Homme, des arrestations arbitraires, des tortures, des meurtres extra-judiciaires, un usage excessif de la force contre des gens qui protestent. Plus généralement, les libertés d'expression et de réunion ne sont pas autorisées à Bahreïn. »*

Alliés américains et britanniques

Cette population réprimée par un pouvoir très autoritaire ne peut pas non plus attendre de soutien de l'étranger. *« [Les réformes] n'ont pas été obtenues et le régime est plus fort en terme de capacité de contrôle, d'exercice de la force »*, souligne Jean-Marie Fardeau de HRW. *« Et en plus, il a le soutien de son grand voisin saoudien et le silence complice, le soutien explicite, de ses alliés américains et britanniques. »*

Dans le Golfe, le Bahreïn et l'Arabie saoudite sont les pays alliés privilégiés des États-Unis et de l'Angleterre qui ont choisi de fermer les yeux sur ce qui se passe dans le royaume. *« Ces pays ou d'autres condamnent les violations de ces mêmes droits. Mais on a vu le gouvernement de Bahreïn recevoir encore et encore l'impunité internationale pour la violation des droits de l'Homme »*, martèle Maryam Al Khawaja.

L'Arabie saoudite, à majorité sunnite, voit d'un très mauvais œil les agitations populaires chez son voisin. Le royaume a même, dès 2011, envoyé des forces militaires au Bahreïn pour mater les protestataires. Par peur d'être contaminés par cette vague de rébellion, les pays du Golfe tiennent absolument étouffer dans l'œuf tout mouvement de révolte. *« En Arabie saoudite, la minorité chiite qui est à l'Est du pays, dans la zone très pétrolière, a manifesté »*, raconte Jean-Marie Fardeau. *« Idem aux Émirats, il y a eu des tentatives de mobilisation des intellectuels, des pétitions. Les gens ont été mis en prison. Les moindres velléités de soulèvement sont très rapidement écrasées pour éviter toute déstabilisation des régimes en place. »*

Résistance

L'opposition montre pourtant sur la durée une grande force de résistance bien que le pouvoir, de son côté, devienne de plus en plus violent, multipliant les mesures de répressions. *« A Bahreïn, ils sont quand même allés chercher des médecins et ils les ont mis en prison pour avoir porté assistance aux manifestants »*, souligne Jean-Marie Fardeau.

Selon, la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), au moins 80 personnes auraient été tuées depuis le début de la contestation contre la dynastie Al-Khalifa.

En 2011, à la demande du régime, la Bahrain independant commission of inquiry est mise en place. Le document publié par la commission rend compte des événements et de la façon *« dont les manifestants ont été cagoulés, fouettés, frappés, menacés de viol, violés, soumis à des tortures électriques et contraints de signer de multiples aveux »*, énumère Marc Pellas dans le *Monde diplomatique*. Ce document conclu à l'absence de preuves de l'ingérence iranienne dans la gestion des soulèvements du peuple.

Si le mouvement de contestation s'enlise depuis plus de deux ans, n'obtenant rien, il ne faiblit pas. Pour Maryam Al Khawaja tout comme Jean-Marie Fardeau, cette lutte n'est pas vaine : *« Pour nous, la stratégie utilisée aujourd'hui par les autorités bahreïnies ne fait qu'attiser les tensions, alimenter les frustrations, les récriminations de la population à l'égard du régime »*, souligne le directeur de HRW. *« A un moment, ce régime va devoir rendre des comptes. Et ça ne sera pas tenable dans un environnement qui va se démocratiser tôt ou tard, même si c'est très chaotique dans la région. »*

Engagés dans un dialogue national, l'opposition et le pouvoir ont prévu de reprendre les discussions le 24 août. Sans grand espoir.

Léa Baron

P.-S.

* 16.08.2013 :
http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Bahrein-2011/p-26119-Bahrein-les-protestations-oubliees.htm